

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>23.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Forschung</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Anderes</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2023</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Berclaz, Philippe  
Bernath, Magdalena  
Bernhard, Laurent  
Ehrensperger, Elisabeth  
Eperon, Lionel  
Flückiger, Bernadette  
Freymond, Nicolas  
Füzesséry, Alexandre  
Gerber, Marlène  
Mosimann, Andrea  
Rohrer, Linda  
Ziehli, Karel  
Zumofen, Guillaume

## Bevorzugte Zitierweise

Berclaz, Philippe; Bernath, Magdalena; Bernhard, Laurent; Ehrensperger, Elisabeth; Eperon, Lionel; Flückiger, Bernadette; Freymond, Nicolas; Füzesséry, Alexandre; Gerber, Marlène; Mosimann, Andrea; Rohrer, Linda; Ziehli, Karel; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Forschung, Anderes, 1994 - 2022*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 23.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Wirtschaft</b>	1
Landwirtschaft	1
Tierhaltung, -versuche und -schutz	1
<b>Infrastruktur und Lebensraum</b>	1
Energie	1
Energiepolitik	1
Kernenergie	2
Umweltschutz	3
Naturschutz	3
<b>Bildung, Kultur und Medien</b>	3
Bildung und Forschung	3
Hochschulen	3
Forschung	3
Medien	8
Presse	8

# Abkürzungsverzeichnis

<b>BUWAL</b>	Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft
<b>ETH</b>	Eidgenössische Technische Hochschule
<b>EU</b>	Europäische Union
<b>EDI</b>	Eidgenössisches Departement des Inneren
<b>SBFI</b>	Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation
<b>SNF</b>	Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung
<b>SRG</b>	Schweizerische Radio- und Fernsehgesellschaft
<b>NFP</b>	Nationales Forschungsprogramm
<b>PSI</b>	Paul Scherrer Institut
<b>KMU</b>	Kleine und mittlere Unternehmen
<b>EMPA</b>	Eidgenössische Materialprüfungs- und Forschungsanstalt
<b>ETHL</b>	Eidgenössische Technische Hochschule Lausanne
<b>FORS</b>	Zentrum für Sozialforschung
<b>WBK-NR</b>	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats
<b>EAWAG</b>	Eidgenössische Anstalt für Wasserversorgung, Abwasserreinigung und Gewässerschutz
<b>WSL</b>	Eidgenössische Forschungsanstalt für Wald, Schnee und Landschaft
<b>ETHZ</b>	Eidgenössische Technische Hochschule Zürich
<b>Innosuisse</b>	Schweizerische Agentur für Innovationsförderung

---

<b>OFEFP</b>	Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage
<b>EPF</b>	École polytechnique fédérale
<b>UE</b>	Union européenne
<b>DFI</b>	Département fédéral de l'intérieur
<b>SEFRI</b>	Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation
<b>FNS</b>	Fonds national suisse de la recherche scientifique
<b>SSR</b>	Société suisse de radiodiffusion
<b>PNR</b>	Programme national de recherche
<b>PSI</b>	Institut Paul Scherrer
<b>PME</b>	petites et moyennes entreprises
<b>EMPA</b>	Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche
<b>EPFL</b>	École polytechnique fédérale de Lausanne
<b>FORS</b>	Centre pour les études sociales
<b>CSEC-CN</b>	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national
<b>EAWAG</b>	Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux
<b>FNP</b>	Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage
<b>EPFZ</b>	École polytechnique fédérale de Zürich
<b>Innosuisse</b>	Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation

# Allgemeine Chronik

## Wirtschaft

### Landwirtschaft

#### Tierhaltung, -versuche und -schutz

ANDERES  
DATUM: 03.02.2021  
KAREL ZIEHLI

Le Conseil fédéral a annoncé le **lancement d'un programme national de recherche (PNR) sur la thématique «Advancing 3R – animaux, recherche et société»**. Ce programme, doté de CHF 20 millions, durera 5 ans et se penchera, en particulier, sur les mesures permettant de réduire le nombre d'expérimentations animales dans la recherche scientifique, d'en améliorer la conception et d'élaborer des «principes de base pour les aspects éthiques et sociétaux dans ce domaine». Les recherches entreprises dans le cadre de ce PNR iront dans trois directions : premièrement, l'innovation, afin d'améliorer le principe 3R (à savoir, "remplacement", "réduction" et "raffinement" des expérimentations animales), deuxièmement, l'implémentation concrète des mesures préconisées par la recherche 3R, et troisièmement, les questions éthiques et sociétales liées à l'utilisation des animaux dans la recherche. Le principe 3R a plusieurs fois été traité au sein des chambres fédérales, notamment dans le cadre de l'initiative contre l'expérimentation animale.<sup>1</sup>

## Infrastruktur und Lebensraum

### Energie

#### Energiepolitik

ANDERES  
DATUM: 20.10.2010  
NICOLAS FREYMOND

Le Conseil fédéral a présenté un plan directeur intitulé «**Masterplan Cleantech**» visant à faire de la Suisse le leader de la recherche sur les technologies propres, c'est-à-dire préservant les ressources naturelles, et à faire progresser le transfert de savoirs et de technologies. L'ambition générale du projet consiste à accroître la prospérité en utilisant moins de ressources naturelles et en diminuant la consommation d'énergie. Outre le secteur économique, cela implique également une réforme écologique de la fiscalité et une amélioration de l'information (généralisation des étiquettes et labels) afin d'inciter la population à consommer mieux et moins.<sup>2</sup>

ANDERES  
DATUM: 17.09.2011  
LAURENT BERNHARD

Le Conseil fédéral a lancé en septembre la phase pratique du «**Masterplan Cleantech**», son plan directeur portant sur les technologies propres. Le gouvernement a pris plusieurs mesures et décidé de mettre en place deux structures de coordination entre les services fédéraux, les cantons, les villes ainsi que les milieux économiques et scientifiques. Les premières mesures prises dans ce cadre ont porté sur l'optimisation du transfert de savoir et de technologie entre les hautes écoles et les entreprises. Afin de coordonner ce programme de longue haleine, le gouvernement mettra en place un groupe de travail réunissant des représentants des services fédéraux concernés et des cantons. La Confédération a également constitué un comité consultatif afin de mener le dialogue avec les villes ainsi qu'avec les milieux économiques et scientifiques. Le Conseil fédéral a pour objectif de permettre à l'économie suisse de se positionner de manière optimale sur ce marché mondial en plein essor d'ici à 2020.<sup>3</sup>

ANDERES  
DATUM: 26.08.2013  
LAURENT BERNHARD

En août, le Conseil fédéral a fait le point sur le «**Masterplan Cleantech**», son plan directeur portant sur les technologies propres. Le gouvernement a constaté avec satisfaction que les mesures décidées en 2011 avaient pu être en très grande partie réalisées, notamment dans les domaines de la formation et de la recherche énergétique. Comme priorité pour l'année 2014, le Conseil fédéral a recommandé d'approfondir la question de l'efficacité des ressources.<sup>4</sup>

## Kernenergie

ANDERES  
DATUM: 20.06.2002  
PHILIPPE BERCLAZ

La Suisse a adhéré au **Generation IV International Forum (GIF)**. Cet organisme, mis sur pied en 2001 par le Département américain de l'énergie, réunit dix pays souhaitant développer le réacteur nucléaire de la quatrième génération. Celui-ci devrait en théorie voir le jour en 2030. L'objectif du GIF est de proposer un concept plus économique, plus sûr, produisant moins de déchets et qui limite la prolifération nucléaire. L'idée est notamment de réduire la durée de confinement total des déchets nucléaires de plusieurs centaines de milliers d'années à quelques milliers. Le GIF est une instance de coordination. Elle permet de passer en revue les concepts technologiques et de proposer des axes de recherche et de développement. Les recherches nécessaires seront cependant mises en œuvre dans les différents pays membres et financés par eux. Les fruits des travaux des différents pays sont en principe à disposition de tous. En se joignant au GIF, la Suisse s'est associée à un groupe, comprenant l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, le Canada, la Corée du Sud, la France, le Japon, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.<sup>5</sup>

ANDERES  
DATUM: 19.04.2005  
PHILIPPE BERCLAZ

La Suisse a adhéré à un **accord** sur la recherche **visant à développer des réacteurs nucléaires de quatrième génération**. Dans le cadre de cet accord, la Suisse étudiera le comportement des matériaux à haute température. Les chercheurs se pencheront en particulier sur deux des modèles sélectionnés par le Generation IV international Forum (GIF). Il s'agit du réacteur rapide refroidi au gaz et du réacteur à très haute température. Ces deux modèles ont été choisis parce qu'ils permettent une synergie des recherches et qu'ils maximisent le recyclage des combustibles. Aux yeux du GIF, ils font partie des six technologies de fission nucléaire les plus prometteuses pour prendre la relève dans les centrales nucléaires à partir de 2030.<sup>6</sup>

ANDERES  
DATUM: 17.11.2005  
PHILIPPE BERCLAZ

La Suisse a débloqué 30 millions de francs pour soutenir le **projet de réacteur de fusion nucléaire ITER** qui sera construit en France.<sup>7</sup>

ANDERES  
DATUM: 22.11.2005  
PHILIPPE BERCLAZ

La Confédération et le canton du Jura ont signé une **convention sur la gestion et la surveillance du laboratoire de recherche** en stockage de déchets nucléaires du **Mont-Terri (JU)**. Cette dernière répartit plus clairement les tâches entre le canton et la Confédération, met en évidence les recherches d'envergure internationales menées au Laboratoire du Mont-Terri (LMT) et amène davantage de transparence. La Confédération coordonne les intérêts suisses, les activités sur le site et la sécurité des lieux. En service depuis 1996, le LMT accueille des équipes de recherches françaises, allemandes, belges, espagnoles, japonaises et suisses. Un accord séparé de la convention régit les relations entre la Confédération et les douze partenaires du projet Mont-Terri. Il comprend une série de vingt expériences financées par les partenaires. Les scientifiques concentrent leur recherche sur les propriétés des argiles à Opalinus. D'après eux, elle est la roche idéale pour entreposer des déchets nucléaires. La convention interdit également l'entreposage temporaire ou définitif de déchets sous le Mont-Terri. (Les bâtiments du LMT appartiennent au canton du Jura, qui les mets à disposition de la Confédération. En retour, elle lui verse annuellement 60'000 francs à titre d'indemnité et participe à hauteur de 20'000 pour l'information au public. Le canton a aussi son mot à dire dans les travaux de recherche. Chaque année, une commission cantonale examine le programme scientifique et le soumet à l'approbation du Département de l'environnement et de l'équipement jurassien.)<sup>8</sup>

## Umweltschutz

### Naturschutz

ANDERES  
DATUM: 12.09.2000  
PHILIPPE BERCLAZ

Sous la responsabilité de l'Académie suisse des sciences naturelles (ASSN) et de l'Institut de botanique de l'Université de Bâle, la Suisse coordonnera au niveau mondial les recherches d'un **nouveau réseau de scientifiques** qui étudient la diversité biologique dans les régions de montagne. L'objectif est de mettre sur pied un réseau planétaire de spécialistes de la richesse biologique en zones de hautes altitudes.<sup>9</sup>

## Bildung, Kultur und Medien

### Bildung und Forschung

#### Hochschulen

ANDERES  
DATUM: 21.04.2021  
BERNADETTE FLÜCKIGER

Der Bundesrat publizierte im April 2021 die **strategischen Ziele für den ETH-Bereich für die Periode 2021-2024**. Der ETH-Bereich umfasst die ETHZ, die EPFL sowie die vier Forschungsanstalten EAWAG, WSL, EMPA und PSI.

Die Regierung erwartete, dass der ETH-Bereich weiterhin eine ausgezeichnete Lehre anbietet. Auf dem Gebiet der Forschung solle der ETH-Bereich seine internationale Spitzenposition halten, seine Forschungsinfrastrukturen weiterentwickeln und sie der Forschungscommunity anbieten. Auch soll er die Zusammenarbeit mit den kantonalen Hochschulen, mit privaten Schweizer Forschungsinitiativen sowie mit international führenden Institutionen intensivieren. Betreffend die Studierenden und die Angestellten machte der Bundesrat die Vorgabe, dass der ETH-Bereich für die besten Studierenden und Forschenden attraktiv bleiben müsse. Des Weiteren solle im Personalbereich dafür gesorgt werden, dass der Frauenanteil in Lehre und Forschung weiter gesteigert und jegliche Art von Diskriminierung und Belästigung beseitigt werden. Überdies sollen die Querschnittsthemen Digitalisierung, Energie, Umwelt und Nachhaltigkeit priorisiert werden.<sup>10</sup>

### Forschung

ANDERES  
DATUM: 17.06.1994  
LIONEL EPERON

Lors de la **12e conférence ministérielle d'EUREKA** (European Research Coordination Agency) qui s'est déroulée au mois de juin à Lillehammer (Norvège), la Suisse a pris, pour un an, la présidence de ce programme européen dont l'objectif est de créer des passerelles entre la technologie appliquée et l'industrie. Durant cette année présidentielle, la Confédération entend doter l'organisation de nouvelles structures afin de maintenir sa grande souplesse. Sur le plan interne, elle cherchera également à mieux faire connaître cette forme de coopération technologique aux petites et moyennes entreprises suisses.<sup>11</sup>

ANDERES  
DATUM: 05.06.1995  
ALEXANDRE FÜZESSÉRY

Lors de la 13e conférence ministérielle d'EUREKA qui s'est déroulée en juin à Interlaken (BE), la **Suisse a transmis le témoin de la présidence à la Belgique**. La présidence helvétique s'est efforcée, avec un certain succès, de développer la participation des petites et moyennes entreprises à ce programme européen regroupant 22 pays et visant à associer les mondes de l'industrie et de la recherche. Elle a également signifié un accroissement de la participation suisse aux différents projets: sur les 674 qui sont en cours, 95 projets – dont 40 ont vu le jour pendant l'année 94/95 – comportent des partenaires helvétiques. En revanche, l'action menée par les autorités suisses n'a pas réussi à enrayer la lente baisse du nombre de projets due à la concurrence des programmes de recherche de l'UE.<sup>12</sup>

ANDERES  
DATUM: 31.12.2003  
ELISABETH EHRENSPERGER

Die im Vorjahr geführte Monsterdebatte zur **Gen-Lex** zeigte im Berichtsjahr Früchte: Die Basis für die Suche nach Kompromissen war gelegt, und nach einigen Anläufen konnte das Gesetz auch verabschiedet werden. Vorerst folgte der Nationalrat seiner WBK, welche wiederholt die Notwendigkeit eines Schutzes der GVO-freien Landwirtschaft betont hatte, und sprach sich im Gegensatz zum Ständerat mit 85:74 Stimmen für einen sogenannten **Schutzartikel** aus, der den Schutz der Anbauflächen jener Bauern schützen soll, welche weiterhin auf landwirtschaftliche Produkte ohne GVO setzen. Eine Minderheit der Kommission hatte in diesem Schutzartikel eher einen

Marketingartikel gesehen, der weder Menschen noch Umwelt noch Tiere schütze, sondern lediglich eine landwirtschaftliche Produktgestaltung protegiere. Beim so genannten **Zweckartikel** konnte ein Kompromiss zwischen der ursprünglichen Haltung des Nationalrats für eine Förderung der wissenschaftlichen Forschung und derjenigen des Ständerats für eine blosser Ermöglichung der wissenschaftlichen Forschung gefunden werden. Die grosse Kammer stimmte einer von ihrer WBK mit 12:11 Stimmen gutgeheissenen Kompromissformulierung zu, wonach das Gesetz „insbesondere der Bedeutung der wissenschaftlichen Forschung im Bereich der Gentechnologie für Mensch, Tier und Umwelt Rechnung tragen“ soll. Auch das **Verbandsbeschwerderecht** fand erst in einem zweiten Anlauf mit 92:77 Stimmen die Zustimmung des Nationalrats – mit flammender Unterstützung des Umweltministers Leuenberger und gegen vornehmlich bürgerlichen Widerstand, der im Verbandsbeschwerderecht ein „neues Sonderrecht“ „ideeller Organisationen“ sah, das die Gen-Lex zum „Verhinderungsgesetz“ umfunktionieren werde. Der Ständerat lenkte schliesslich in der Frage nach dem Schutz von Anbauflächen für Agrarprodukte ohne GVO ein, folgte dem Nationalrat in seiner Befürwortung des „Schutzartikels“ und machte damit das Gesetz bereit für die Schlussabstimmung. Der Bundesrat genehmigte Ende November die vom Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft (Buwal) vorgenommenen Anpassungen entsprechender Verordnungen, so dass das Gesetz auf den 1. Januar 2004 in Kraft gesetzt werden konnte.<sup>13</sup>

ANDERES  
DATUM: 12.02.2005  
MAGDALENA BERNATH

Der 42-jährige **Daniel Höchli** wurde zum **neuen Direktor des Schweizerischen Nationalfonds** (SNF) gewählt. Er löste Anfang August Interimsdirektorin Annalise Eggimann ab, die seit dem Rücktritt von Hans Peter Hertig 2004 die Geschäfte geführt hatte. Höchli studierte in St. Gallen Staatswissenschaften; ab 1996 arbeitete er in der Bundesverwaltung. Im Zusammenhang mit dem Entlastungsprogramm 2004 billigte das Parlament auch eine Motion der Spezialkommission des Nationalrats, welche es dem SNF wieder ermöglichen will, einen jährlichen Reservebetrag von 50 Mio Fr. für langjährige Projekte mit starker ausländischer Forscherbeteiligung vorzusehen; die Massnahmen des EP 04 hatten eine Änderung der bisherigen Verbuchungspraxis verlangt, die es dem SNF nicht mehr erlaubten, Rückstellungen in dieser Grössenordnung zu tätigen.<sup>14</sup>

ANDERES  
DATUM: 23.03.2005  
MAGDALENA BERNATH

Im Frühling bewilligte das EDI **sechs weitere Nationale Forschungsschwerpunkte**, die der Bund vorerst bis 2009 jährlich mit 10 Mio Fr. finanzieren will. Die langfristigen Programme gingen aus einem für die Sozial- und Geisteswissenschaften reservierten mehrstufigen Auswahlverfahren hervor und werden in interdisziplinären Netzen durchgeführt: 1. Herausforderung für die Demokratie im 21. Jahrhundert (Leitung: Hanspeter Kriesi, ZH; Kredit: 7,1 Mio); 2. Medienwandel, Medienwechsel, Medienwissen – Historische Perspektiven (Christian Kiening, ZH; 5,7 Mio); 3. Schweizerische ätiologische Studie zur psychischen Gesundheit (Jürgen Margraf, BS; 10,2 Mio); 4. Iconic Criticism – Bildkritik. Macht und Bedeutung der Bilder (Gottfried Boehm, BS; 7,1 Mio); 5. Rahmenbedingungen des internationalen Handels: Von einem fragmentierten zu einem kohärenten Regelwerk (Thomas Cottier, BE; 10,4 Mio); 6. Affektive Wissenschaften: Emotionen im individuellen Verhalten und in sozialen Prozessen (Klaus Scherer, GE; 10 Mio). – Das dritte, unter dem Kürzel „Sesam“ laufende Programm, das die Grundlagen seelischer Gesundheit untersucht, umfasst eine Begleitung von 3000 Kindern und ihrer Familien bis ins Erwachsenenalter; vorgesehen sind auch genetische Analysen. An der Anlage der Studie wurde Kritik laut, weil die betroffenen Kinder nicht selber entscheiden können, ob sie sich als Versuchspersonen zur Verfügung stellen wollen oder nicht. Ständerätin Simonetta Sommaruga (sp, BE) hielt es für problematisch, ein Projekt wie Sesam zu starten, ohne dass eine gesetzliche Grundlage für die Forschung am Menschen bestehe.<sup>15</sup>

ANDERES  
DATUM: 15.12.2006  
MAGDALENA BERNATH

In ihrem Bericht zur **Steuerung der Ressortforschung** (d.h. von der Bundesverwaltung in Auftrag gegebener Forschung) kam die Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates zum Schluss, dass die Ressortforschung (Umfang jährlich rund 250 Mio Fr.) ungenügend verankert sei. Die GPK vermisste insbesondere eine klare Definition und empfahl dem Bundesrat, die Ressortforschung anlässlich einer künftigen Revision des Forschungsgesetzes zu spezifizieren und sachgerecht in die Rechtsetzung einzubinden. Anzustreben sei eine konsequente Ausrichtung auf departements- und ämterübergreifende Politikbereiche. Forschungslücken in zentralen Bereichen, wie sie in der Periode 2004-2007 in der Sozialversicherung und der Berufsbildung vorkamen,



müssten unbedingt vermieden werden. In seiner Stellungnahme stimmte der Bundesrat der Analyse im Grundsatz zu, lehnte aber eine ämter- und departementsübergreifende Steuerung der Ressourcen der Ressortforschung aus sachlich-inhaltlichen und strukturellen Gründen ab.<sup>16</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 14.03.2007  
LINDA ROHRER

Das neue **Zentrum für Sozialforschung (FORS)** wurde bei der Universität Lausanne angesiedelt. Das FORS vereinigt verschiedene Stellen, die Daten über Gesellschaft und Politik sammeln und auswerten. Nach längerer Vorgeschichte entschied sich das Staatssekretariat für Bildung und Forschung gemeinsam mit dem Bundesamt für Statistik für diesen Standort und gegen die sich ebenfalls bewerbende Universität Zürich. Das Zentrum wird insbesondere den Informations- und Datenarchivdienst Sidos (bisher in Neuenburg) und ein Zentrum für statistische Daten umfassen.<sup>17</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 22.02.2008  
ANDREA MOSIMANN

Im Februar nahm in Lausanne die Schweizer **Stiftung für die Forschung in den Sozialwissenschaften (FORS)** ihre Tätigkeit auf. Das neue Zentrum macht der Sozialforschung Datenbestände von Projekten, regelmässigen Erhebungen und auch der amtlichen Statistiken zugänglich. Ausserdem führt es selber Erhebungen durch und arbeitet an der Weiterentwicklung der Methoden.<sup>18</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 11.09.2008  
ANDREA MOSIMANN

Im Oktober trat die revidierte **Freisetzungsverordnung** in Kraft. Damit wurden die Gebiete, in denen gentechnisch veränderte Organismen freigesetzt werden dürfen, weiter eingeschränkt. Das Freisetzungsverbot gilt nun auch in Landschaftsschutzgebieten und Zonen mit Jagdverboten, während es bisher auf Naturschutzgebiete, Wald sowie ober- und unterirdische Gewässer begrenzt war. Darüber hinaus setzt der neue Erlass die Anforderungen für die Freisetzungsversuche fest und enthält Vorschriften für den Fall, dass das Gentech-Moratorium 2010 aufgehoben würde. Schliesslich regelt die Verordnung den Umgang mit gebietsfremden Pflanzen und Tieren. Der Import und Verkauf von 14 gebietsfremden Arten, welche die einheimische Tier- und Pflanzenwelt gefährden könnten, wird verboten.<sup>19</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 24.09.2009  
ANDREA MOSIMANN

Die eidgenössischen Räte verabschiedeten im Berichtsjahr eine **Teilrevision des Forschungsgesetzes**. Mit der Vorlage wird die Kommission für Technologie und Innovation (KTI), die bisher nur beratend tätig war, zu einer verwaltungsunabhängigen Behördenkommission mit umfassendem Aufgabenportfolio und entsprechenden Entscheidungskompetenzen aufgewertet. Der Ständerat trat in der Frühjahrsession ohne Gegenstimme auf die Vorlage ein. Sämtliche Rednerinnen und Redner begrüßten den Entwurf und betonten dabei insbesondere, dass die Beiträge an die Innovationsförderung speziell in Krisenzeiten eine gute Investition seien. Die kleine Kammer schuf gegenüber dem Entwurf des Bundesrats nur geringfügige Differenzen und hiess die Gesetzesrevision am Ende einstimmig gut. Auch der Nationalrat trat ohne Gegenstimme auf die Vorlage ein. In der Detailberatung wurden die Minderheitsanträge von Vertretern der SVP, die eine bessere Kontrolle über die Tätigkeit der KTI forderten, allesamt verworfen. Keine Zustimmung fand auch ein Antrag der Grünen, mit dem die Berücksichtigung von Gender-Fragen an die Innovationsförderung gekoppelt werden sollte. Die Vorlage wurde in der Gesamtabstimmung gutgeheissen und ging zur Bereinigung minimaler Differenzen zurück an den Ständerat. Dieser übernahm in der Herbstsession diskussionslos die Fassung des Nationalrats.<sup>20</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 25.09.2009  
ANDREA MOSIMANN

Das Geschäft ging erneut an den Nationalrat, der seiner Kommissionsmehrheit folgte und an seinem eigenen Beschluss festhielt. Der Ständerat lenkte in der Herbstsession schliesslich diskussionslos ein und bereinigte die letzte verbliebene Differenz. Der Kommissionssprecher Bürgi (svp, TG) unterstrich dabei erneut, dass die Erwähnung der Forschungsfreiheit nicht von materieller Bedeutung sei. Die Würde des Menschen habe, wenn sie in **Konkurrenz zur Forschungsfreiheit** stehe, stets Priorität. Die Vorlage wurde in der Schlussabstimmung von beiden Räten angenommen.<sup>21</sup>

ANDERES  
DATUM: 16.04.2010  
ANDREA MOSIMANN

Ausserdem fördert der Bund von 2010 bis 2013 **acht neue Nationale Forschungsschwerpunkte**. Der Fokus der Projekte liegt bei den Life Sciences: Fünf der acht Forschungsvorhaben sind im biologisch-medizinischen Bereich angesiedelt. Die Geistes- und Sozialwissenschaften, die schon bei der ersten Ausschreibung im Jahr 2002 leer ausgingen, sind nur mit einem Projekt vertreten. Die neuen Forschungsschwerpunkte – für die der Nationalfonds insgesamt 124 Mio Fr. einsetzt – werden an den Universitäten Bern, Genf, Lausanne, Zürich, ETH Lausanne (2) und ETH Zürich (2) installiert.<sup>22</sup>

ANDERES  
DATUM: 02.03.2012  
GUILLAUME ZUMOFEN

Après avoir siégé au Conseil national pour le parti libéral-radical, et après avoir été en charge du Département de l'instruction publique en tant que conseiller d'Etat au Tessin, Gabriele Gendotti a été élu à la tête du **Fonds National Suisse (FNS)**. Notons également que Martin Vetterli, doyen de la faculté Informatique et Communication de l'EPFL, est devenu président du Conseil de la recherche au sein du FNS. Les investissements du FNS se sont montés à 713 millions de francs pour l'année 2011, en l'occurrence 1,8% de moins qu'en 2010. Ces investissements se répartissent entre les sciences sociales (26%), les mathématiques (36%) et la biologie avec la médecine (39%). Notons, en outre, que l'année 2012 a marqué le 60ème anniversaire du FNS.<sup>23</sup>

ANDERES  
DATUM: 18.12.2013  
BERNADETTE FLÜCKIGER

2013 lancierte der Bundesrat einen **Masterplan zur Stärkung der biomedizinischen Forschung und Technologie**. In dessen Rahmen sollen zwischen 2013 und 2020 total 23 Massnahmen (beispielsweise in den Bereichen klinische Forschung und Marktzutritt für Produkte) umgesetzt werden. Diese sollen dazu führen, dass die guten Rahmenbedingungen für die biomedizinische Forschung und Technologie erhalten bleiben und noch weiter gestärkt werden und dass für die Schweizer Bevölkerung der Zugang zu den entsprechenden Errungenschaften und zu den neu geschaffenen Produkten sichergestellt wird.

Ende 2018 zog der Bundesrat eine Zwischenbilanz über den Vollzug der Massnahmen und zeigte sich insgesamt zufrieden mit den bisherigen Arbeiten. Zugleich sprach er sich für eine Erneuerung des Masterplans für die Jahre 2020-2025 aus und beauftragte das EDI mit deren Erarbeitung.<sup>24</sup>

ANDERES  
DATUM: 12.04.2014  
GUILLAUME ZUMOFEN

Les **subsidés du Fonds National Suisse (FNS)** ont été revus. En effet, les textes scientifiques devront être en accès libre numérique pour obtenir des subventions. Face à cette orientation vers le modèle numérique, une pétition des maisons d'édition en sciences humaines et sociales a été déposée. La réforme a par ailleurs soulevé le débat au sein des universités.

ANDERES  
DATUM: 25.02.2015  
GUILLAUME ZUMOFEN

Le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) souhaite imposer la langue anglaise en cas de **Sollicitation de soutien financier pour la recherche**. Ainsi, l'anglais devient un passage obligatoire vers la manne financière que représente le FNS. Si une telle mesure existe déjà dans les domaines de l'économie ou des sciences exactes, elle n'a pas connu un accueil favorable en science politique. Le FNS a justifié cette décision par la difficulté de trouver des experts externes. L'argument de la compétitivité internationale a résonné. Ainsi, selon le fonds, les propositions devraient être faites en anglais, langue référence de la communauté scientifique. De leur côté, plusieurs instituts de sciences politiques et autres acteurs dans le domaine ont signé une pétition afin d'annuler la décision du FNS. Les pétitionnaires souhaitent ainsi défendre la pluralité linguistique, source de pluralité des idées, et surtout la place des langues nationales dans le paysage de la recherche scientifique. Deux interpellations ont été déposées par Mathias Reynard (ps, VS) et Didier Berberat (ps, NE).<sup>25</sup>

ANDERES  
DATUM: 17.02.2016  
GUILLAUME ZUMOFEN

Etant donné la faiblesse de l'euro vis-à-vis du franc suisse, de nombreuses PME, dépendantes des exportations, ont rencontré des difficultés économiques. Pour faire face, le Conseil fédéral a accepté un deuxième train de **mesures spéciales de la Commission à la technologie et à l'innovation (CTI)**. Cette contribution directe de 61 millions de francs est organisée en trois axes : poursuite des mesures décidées en 2015, réduction de la participation propre des partenaires privés de 50 à 30 pour cent et hausse du recours aux conseillers en innovation de la CTI pour les PME. L'objectif de cette aide est d'assurer le maintien des engagements dans des projets d'innovation

pour les PME orientées vers l'exportation.<sup>26</sup>

**ANDERES**

DATUM: 19.04.2016  
GUILLAUME ZUMOFEN

Un consortium d'institutions scientifiques, rassemblées autour de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), a lancé le **Swiss Polar Institute**. Ainsi, la recherche scientifique suisse espère se tailler une part du gâteau de la recherche sur les pôles et les environnements extrêmes, enjeu crucial du 21<sup>ème</sup> siècle. Bien que le projet soit placé sous la direction du Secrétariat d'état à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), Mauro Dell'Ambrogio a précisé que la Confédération ne participerait pas directement au financement de ce projet. Le budget de 3 millions de francs sera principalement financé par des entreprises privées, avec notamment Ferring Pharmaceuticals.<sup>27</sup>

**ANDERES**

DATUM: 31.03.2021  
BERNADETTE FLÜCKIGER

Der Bundesrat gab Ende März 2021 – und damit wenige Wochen nachdem er die Botschaft zur Änderung des Forschungs- und Innovationsförderungsgesetzes präsentiert hatte – seine **strategischen Ziele für die Innosuisse für die Jahre 2021–2024** bekannt. Das Kerngeschäft der Innosuisse solle weiterhin im effizienten und direkten Transfer von Forschungsergebnissen in die Praxis liegen. Die Innosuisse solle dabei vor allem KMU unterstützen, damit diese weiterhin in ihre Forschung und Entwicklung investieren, gab der Bundesrat bekannt.

Die Schwerpunkte der Strategie bestanden unter anderem in der Förderung von Projekten mit einem hohen volkswirtschaftlichen Potential sowie von «Flaggschiffprojekten». Unter letzteren versteht der Bundesrat Projekte zu Innovationsthemen von grosser und bereichsübergreifender Bedeutung (Beispielsweise im Bereich der Nachhaltigkeit). Schliesslich soll die Innosuisse in den Jahren 2021 und 2022 auch das Ziel verfolgen, das Impulsprogramm «Innovationskraft Schweiz» erfolgreich umzusetzen und damit dafür sorgen, dass Unternehmen ihre Innovationskraft trotz der Corona-Krise behalten können.<sup>28</sup>

**ANDERES**

DATUM: 22.06.2022  
BERNADETTE FLÜCKIGER

Im Sommer 2022 gab der Bundesrat die **Erneuerung des Masterplans zur Stärkung der biomedizinischen Forschung und Technologie bis zum Jahr 2026** bekannt. Das Ziel bestand darin, der biomedizinischen Forschung und Technologie optimale Rahmenbedingungen zu schaffen respektive zu erhalten und den Zugang der Schweizer Bevölkerung zu biomedizinischen Produkten sicherzustellen. Der Plan umfasste sechzehn Massnahmen rund um die drei Schwerpunkte Forschungsstandort Schweiz, Markteinführung innovativer Arzneimittel sowie die Digitalisierung der Bereiche Forschung und Gesundheit. Der Masterplan war Teil der Legislaturziele 2019–2023 und soll zur Umsetzung der Strategie Gesundheit2030 beitragen.<sup>29</sup>

**ANDERES**

DATUM: 07.11.2022  
BERNADETTE FLÜCKIGER

Das 80. **Nationale Forschungsprogramm** mit dem Namen «**Covid-19 in der Gesellschaft**» war im April 2021, und damit noch mitten in der Covid-19-Pandemie, lanciert worden. Mit dem NFP soll herausgefunden werden, «welche gesellschaftlichen Dimensionen und Prozesse den Verlauf der Pandemie beeinflusst haben» und welche sozialen Folgen die Pandemie nach sich zog. Die Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler sollten sich darüber hinaus mit der Bewältigung der Pandemie auseinandersetzen und Schlussfolgerungen für den Umgang mit zukünftigen Pandemien ziehen. Das Forschungsprogramm umfasste drei Module: «Verantwortungsvolles Verhalten fördern», «Individuelle und kollektive Wohlfahrt fördern» sowie «Krisenbewältigung und dauerhaften Wandel fördern».

Wie der SNF im November 2022 mitteilte, wurden 25 Forschungsprojekte aus den Geistes- und Sozialwissenschaften für die drei Module des NFP 80 bewilligt. Die Forschenden beabsichtigten, eine breite Palette an Forschungsfragen anzugehen; so soll etwa der Einfluss der Covid-19-Pandemie auf die Arbeitswelt oder auf Familienstrukturen untersucht werden, wobei der Fokus auch auf unterschiedliche Regionen sowie verschiedene Alters- und Bevölkerungsgruppen gelegt werden soll.<sup>30</sup>

## Medien

### Presse

ANDERES  
DATUM: 20.07.2018  
MARLÈNE GERBER

Im Jahr 2018 wurde das **Verhältnis zwischen Medien und Wissenschaft** von verschiedenster Seite thematisiert. Wie bereits ein Journalistikprofessor der Università della Svizzera italiana in einem im Herbst 2017 erschienenen Buch gefordert hatte, bestärkten im Folgejahr weitere Kommunikationswissenschaftlerinnen und -wissenschaftler die Notwendigkeit einer verstärkten Aufklärung durch die Wissenschaft im digitalen Medienzeitalter, in dem Desinformationen einfacher verbreitet werden könnten. Professor Mark Eisenegger, Leiter des Forschungszentrums Öffentlichkeit und Gesellschaft (fög) an der Universität Zürich, initiierte mit zwei Medienforschenden aus Deutschland und Österreich eine Charta für eine öffentliche Kommunikationswissenschaft, die Forscherinnen und Forscher der Kommunikations- und Medienwissenschaften dazu auffordern soll, gesellschaftliche Diskurse stärker zu verfolgen und mit ihrem Wissen zur Versachlichung von Diskussionen beizutragen. Auf verstärkte Kollaboration setzten im selben Jahr die SRG, Ringier, die ETH Lausanne und Triangle Azur – ein Kooperationsnetzwerk der Universitäten Genf, Lausanne und Neuenburg – mit der Lancierung der «Initiative for Media Innovation» zur Förderung des Wissenstransfers zwischen Forschung und Medien. Im Rahmen der Kollaboration sind etwa Projekte zu Fake News, Datenjournalismus oder künstlicher Intelligenz vorgesehen, die aus einem jährlich erneuerten Fonds über CHF 650'000 finanziert werden.

Ebenfalls im Jahr 2018 ging das vom ehemaligen SRG-Wissenschaftsjournalisten Beat Glogger initiierte elektronische Wissenschaftsmagazin «higgs» online. Wie bereits die im Jahr 2015 lancierte Wissensplattform der Schweizer Politologinnen und Politologen mit dem Namen «DeFacto» stellt auch «higgs» seine Artikel der Öffentlichkeit kostenlos zur Verfügung.<sup>31</sup>

- 
- 1) Communiqué de presse du Conseil fédéral du 3.2.21
  - 2) Presse du 20.10.10.
  - 3) LT, 17.9.11
  - 4) Communiqué de l'OFEN du 26.8.13; NZZ, 27.8.13.
  - 5) Presse, 20.6.02.
  - 6) Lib., 19.4.05.
  - 7) LT, 17.11.05.
  - 8) Presse du 22.11.05.
  - 9) NF, 12.9.00.
  - 10) BBl 2021, 1038; Medienmitteilung Bundesrat vom 21.4.21
  - 11) Presse du 17.6.94.48
  - 12) NQ et JdG, 10.2.95; JdG, 23.6.95; NQ, 30.6.95
  - 13) AB NR, 2003, S. 81 ff., 96 ff. und 517; AB SR, 2003, S. 192 ff. und 3669.; NZZ, 31.1., 6.3., 14.3., 22.3. und 20.11.2003; TA, 27.11.03; Presse vom 6.3. und 14.3.03
  - 14) AB NR, 2005, S. 602 und Beilagen II, S. 618; AB SR, 2005, S. 1038; NZZ, 12.2.05; OJ, 14.2.05.
  - 15) AB NR, 2005, Beilagen IV, S. 444 ff.; BZ, 4.8., 17.8. und 10.10.05.; Presse vom 23.03.05.
  - 16) BBl, 2007, S. 771 ff. und 847 ff.
  - 17) NZZ, 14.3.07
  - 18) NZZ, 22.2.08.
  - 19) NZZ, 11.9.08.
  - 20) AB NR, 2009, S. 813 ff. und 1826; AB SR, 2009, S. 191 ff., 861 und 1002; BBl, 2009, S. 469 ff.; BBl, 2009, S. 6671 ff.; NZZ, 27.5.09.; Po, 09.3004
  - 21) AB NR, 2009, S. 1211 ff. und 1824 f.; AB SR, 2009, S. 913 f. und 1001; BBl, 2009, S. 6649
  - 22) Presse vom 16.4.10.
  - 23) NZZ et CdT, 31.01.12; NZZ, 03.03. et 25.05.12; BaZ, 27.07. et 13.12.12.
  - 24) Masterplan biomedizinische Forschung und Technologie vom 18.12.13; Medienmitteilung Bundesrat vom 13.12.18; Standortbestimmung Masterplan biomedizinische Forschung und Technologie vom 13.12.18
  - 25) Exp, 11.2.15; LT, 25.2.15; TA, 28.2., 3.3.15; LT, 9.3.15
  - 26) Communiqué de presse, SEFRI, 2016
  - 27) NZZ, TA, TG, 19.4.16
  - 28) Medienmitteilung Bundesrat vom 31.3.21; Strategische Ziele Innosuisse vom 31.3.21
  - 29) Masterplan 2022–2026 v. 22.6.22; Medienmitteilung Masterplan 2022–2026 v. 22.6.22
  - 30) Medienmitteilung Bundesrat vom 28.4.21; Medienmitteilung Bundesrat vom 7.11.22
  - 31) DeFacto; Initiative for Media Innovation; higgs; NZZ, 3.2.18; BaZ, 6.7.18; Blick, LT, 20.7.18; NZZ, 27.10.18; LT, 21.11.18